



NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
GENERALE
T/PET.10/122
16 janvier 1978
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

PETITION EMANANT DU SENAT DU CONGRES DE LA MICRONESIE, CONCERNANT LE
TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

(Distribuée conformément au paragraphe 1 de l'article 85 du règlement intérieur
du Conseil de tutelle)

SENAT

CONGRES DE LA MICRONESIE
KOLONIA, PONAPE 96941

Le 3 octobre 1977

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint une copie de la résolution commune
du Sénat No 7-40, S.D.1, "invitant le Conseil de tutelle ou le Conseil de sécurité
de l'Organisation des Nations Unies à observer et surveiller le référendum sur le
projet de constitution des Etats fédérés de la Micronésie qui doit avoir lieu le
12 juillet 1978", qui a été adoptée par le Sénat le 23 août 1977.

Veuillez agréer, etc.

Le Secrétaire du Sénat,
(Signé) F. Sabo ULECHONG

Monsieur le Président du
Conseil de tutelle de
l'Organisation des Nations Unies
New York, N.Y. 10017

CONGRES DE LA MICRONESIE
SEPTIEME LEGISLATURE
PREMIERE SESSION EXTRAORDINAIRE (1977)

RESOLUTION COMMUNE No 7-40, S.D.1
PRESENTÉE PAR LE SENAT

RESOLUTION COMMUNE

INVITANT le Conseil de tutelle ou le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies à observer et surveiller le référendum sur le projet de constitution des Etats fédérés de la Micronésie qui doit avoir lieu le 12 juillet 1978;

CONSIDERANT que la Convention constitutionnelle de la Micronésie, créée par la loi No 5-60, sous sa forme modifiée, a reçu pour mandat d'élaborer un projet de constitution pour le futur gouvernement de l'Etat de la Micronésie;

CONSIDERANT que la Convention constitutionnelle de la Micronésie, composée de soixante membres largement représentatifs de la population micronésienne, comprenant des dirigeants traditionnels, des membres du Congrès de la Micronésie, des fonctionnaires appartenant aux services exécutif et judiciaire du gouvernement et de simples particuliers, a adopté un projet de constitution des Etats fédérés de la Micronésie le 8 novembre 1975 1/;

CONSIDERANT qu'aux termes de la loi No 7-31, le Haut Commissaire devait fixer la date du référendum constitutionnel sur le projet de constitution;

CONSIDERANT qu'en application de la loi No 7-31, le Haut Commissaire a fixé au 12 juillet 1978 la date du référendum constitutionnel;

CONSIDERANT que tout aussi importante que l'adoption du projet de constitution par la Convention constitutionnelle de la Micronésie est la façon dont ce document est soumis à la population pour approbation ou rejet;

CONSIDERANT que le référendum sur le projet de constitution est un acte d'autodétermination;

CONSIDERANT que par le passé des organes des Nations Unies ont été associés à la préparation ou à la surveillance des référendums similaires dans des territoires sous tutelle;

1/ Pour le texte du projet de constitution des Etats fédérés de la Micronésie, voir le document T/COM.10/L.174, annexe I.

/...

CONSIDERANT que pour offrir des garanties appropriées sur le plan de la procédure, il conviendrait que le Conseil de tutelle ou le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies observe et surveille le référendum sur le projet de constitution, le 12 juillet 1978;

LE SENAT décide, avec l'assentiment de la Chambre des représentants, à la première session extraordinaire de la septième Législature du Congrès de la Micronésie, tenue en 1977, d'inviter, par la présente résolution, le Conseil de tutelle ou le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies à observer et surveiller le référendum sur le projet de constitution des Etats fédérés de la Micronésie, le 12 juillet 1978;

DECIDE EN OUTRE d'adresser des copies certifiées conformes de la présente résolution commune du Sénat au Président du Conseil de tutelle de l'Organisation des Nations Unies, au Président du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, au Président des Etats-Unis d'Amérique, au Secrétaire du Ministère de l'intérieur des Etats-Unis, au Directeur du Bureau des territoires du Ministère de l'intérieur ainsi qu'au Haut Commissaire du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique.

Adoptée le 23 août 1977
